

## Pré-Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante

Version : V01

Numéro de dossier : **PCVDL\_20221110\_DTAMAJ\_3**  
Norme employée : **AFNOR NFX 46-020 (Version d'août 2017)**  
Date du repérage : **10/11/2022**  
Heure d'arrivée : **10 h 45**  
Date émission : **10/11/2022**

**Objet de la mission** : La présente mission concerne le repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi, soit en vue de constituer ou de compléter le dossier technique amiante, soit de le mettre à jour. Art. L. 1334-13, R. 1334-17, 18, 20 et 21 et R. 1334-23 et 24 du Code de la Santé Publique ; Décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêtés du 12 et 21 décembre 2012, arrêté du 26 juin 2013.

**Note** : Les résultats de ce rapport ne se rapportent qu'aux parties de l'immeuble bâti pour lesquelles la mission a été confiée à l'opérateur de repérage et dans celles-ci uniquement aux éléments de la construction accessibles lors de l'intervention de l'opérateur de repérage.  
Le présent document ne peut être reproduit que dans son intégralité, annexes incluses.

### Désignation du ou des immeubles bâtis

Adresse : **Bâtiment Mirpied Bourges (TC-CPH)  
1 place Henri Mirpied  
18000 BOURGES**

Référence cadastrale : **Non communiquée**  
Périmètre de repérage : **Ensemble du Bâtiment**

### Propriétaire

Nom : **MINISTERE DE LA JUSTICE**  
Adresse : **GA DSJ POLE ORLEANS  
2 RUE DE PATAY  
45000 ORLEANS**

### Donneur d'ordre

Qualité du donneur d'ordre (*Sur déclaration de l'intéressé*) : **Autre**  
Nom : **MINISTERE DE LA JUSTICE**  
Adresse : **GA DSJ POLE ORLEANS  
2 RUE DE PATAY  
45000 ORLEANS**

### Organisme chargé de la mission

Nom : **AED Groupe**  
Adresse : **4, avenue Graham Bell  
33700 MERIGNAC**

Numéro SIRET : **840 795 348 00019**  
Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**  
Numéro de police et date de validité : **7627751904 / 01/07/2023**

### Opérateur(s) et signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage	THEVENEAU Yohann	Diagnostiqueur	LCC QUALIXPERT	Obtention : 02/03/2022 Échéance : 01/03/2029 N° de certification : C3538
Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	THEVENEAU Yohann	Diagnostiqueur	LCC QUALIXPERT	Obtention : 02/03/2022 Échéance : 01/03/2029 N° de certification : C3538

***L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies ou mettre en œuvre des moyens d'accès spécifiques.***

**Dans le cadre de la mission objet du présent pré-rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.**

## Sommaire

A.	Conditions de réalisation du repérage.....	2
B.	Désignation du laboratoire ayant effectué des analyses.....	2
C.	Conclusions du rapport.....	3
D.	Résultats détaillés du repérage.....	4
	D.1. Listes des locaux visités.....	4
	D.2. Listes des matériaux et produits contenant de l'amiante.....	5
	D.3. Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse.....	7
	D.4. Listes des matériaux et produits reconnus visuellement ne contenant pas d'amiante.....	8
	D.5. Listes des matériaux pour lesquels il n'a pas été possible de conclure à la présence ou absence d'amiante... 8	
	D.6. Zones non visitées.....	9
E.	Annexes au rapport.....	10
	E.1. Consignes générales de sécurité.....	10
	E.2. Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A.....	12
	E.3. Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B.....	15
	E.4. Fiche d'identification et de cotation des prélèvements.....	19
	E.5. Planches de repérage.....	20

### A. Conditions de réalisation du repérage

Date du repérage : **10/11/2022**

Type de bâtiment : **Bâtiment de bureaux**

Représentant du propriétaire (accompagnateur) : Aucun accompagnateur

Procédures de prélèvements utilisés :

**Conformément à la norme NF X 46-020, seront appliquées les conditions de prélèvement des matériaux définis dans l'annexe C de la norme.**

Programme de repérage :

**Le programme de repérage est défini par les listes A et B l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique.**

Documentation demandée :

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Non
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Non
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Non

Constatations diverses :

**Néant**

Ecart par rapport à la norme :

**La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'août 2017.**

**Remarques : La mise à jour du DTA a été effectué suite au DTA précédent ( voir annexe )**

Ecart par rapport aux conditions de prélèvement :

**L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.**

### B. Désignation du laboratoire ayant effectué des analyses

Nom du laboratoire : **Il n'a été fait appel à aucun laboratoire d'analyse**

## C. Conclusions du rapport

**L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies ou mettre en oeuvre des moyens d'accès spécifiques.**

Dans le cadre de la mission objet du présent pré-rapport, **il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante :**

<b>Conduit fibres-ciment</b> (Sur jugement de l'opérateur) Localisation : Sous sol vol 2 chaufferie	<b>Conduit fibres-ciment</b> (Sur jugement de l'opérateur) Localisation : Sous sol vol 2 chaufferie
<b>Conduit fibres-ciment</b> (Sur jugement de l'opérateur) Localisation : Sous sol vol 2 chaufferie	<b>Conduit fibres-ciment</b> (Sur jugement de l'opérateur) Localisation : Sous sol vol 3 cave
<b>Conduit fibres-ciment</b> (Sur jugement de l'opérateur) Localisation : Sous sol vol 3 cave	<b>Calorifugeage</b> (Sur jugement de l'opérateur) Localisation : Sous sol vol 2 chaufferie

**Il est impératif d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits amiantés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.**

### Zones non visitées :

Liste des locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Justification (et moyen de levée de réserve)
RDC vol 16 sanitaire 1	Plenum en plafond	Sécurité insuffisante
R+1 vol 17 dégagement 3	-	Hauteur trop importante
RDC vol 53 ascenseur 1	Necessite un ascensoriste	Moyen d'accès insuffisant
R+1 vol 56 ascenseur 2	Necessite un ascensoriste	Moyen d'accès insuffisant
R+2 vol 55 ascenseur 3	Necessite un ascensoriste	Moyen d'accès insuffisant



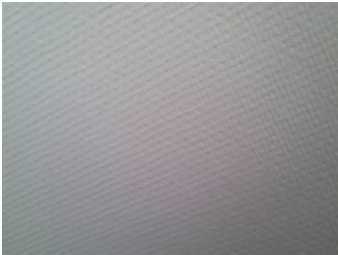

## D. Résultats détaillés du repérage

### D.1. Listes des locaux visités

- |                               |                                  |                               |
|-------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|
| ❖ Sous sol vol 1 dégagement 1 | ❖ Sous sol vol 2 chaufferie      | ❖ Sous sol vol 3 cave         |
| ❖ RDC vol 4 entrée            | ❖ RDC vol 5 salle d'audience 1   | ❖ RDC vol 6 accueil 1         |
| ❖ RDC vol 7 dégagement 2      | ❖ RDC vol 8 salle d'audience 2   | ❖ RDC vol 9 palier 1          |
| ❖ RDC vol 10 bureau 1         | ❖ RDC vol 11 bureau 2            | ❖ RDC vol 12 SAS 1            |
| ❖ RDC vol 13 SAS 2            | ❖ RDC vol 14 bureau 3            | ❖ RDC vol 15 bureau 4         |
| ❖ RDC vol 16 sanitaire 1      | ❖ R+1 vol 17 dégagement 3        | ❖ R+1 vol 18 palier 2         |
| ❖ R+1 vol 19 bureau 5         | ❖ R+1 vol 20 bureau 6            | ❖ R+1 vol 21 bureau 7         |
| ❖ R+1 vol 22 dégagement 4     | ❖ R+1 vol 23 bureau 8            | ❖ R+1 vol 24 sanitaire 2      |
| ❖ R+1 vol 25 dégagement 5     | ❖ R+1 vol 26 bureau 10           | ❖ R+1 vol 27 bureau 11        |
| ❖ R+1 vol 28 bureau 12        | ❖ R+1 vol 29 archives 1          | ❖ R+2 vol 30 dégagement 6     |
| ❖ R+2 vol 31 bureau 13        | ❖ R+2 vol 32 dégagement 7        | ❖ R+2 vol 33 accueil 2        |
| ❖ R+2 vol 34 bureau 14        | ❖ R+2 vol 35 bureau 15           | ❖ R+2 vol 36 bureau 16        |
| ❖ R+2 vol 37 bureau 17        | ❖ R+2 vol 38 bureau 18           | ❖ R+2 vol 39 bureau 19        |
| ❖ R+2 vol 40 sanitaires 3     | ❖ R+2 vol 41 salle de restaurant | ❖ R+2 vol 42 local 1          |
| ❖ R+2 vol 43 dégagement 8     | ❖ R+2 vol 44 archive 2           | ❖ R+2 vol 45 salle de réunion |
| ❖ R+2 vol 46 bureau 20        | ❖ R+2 vol 47 bureau 21           | ❖ R+2 vol 48 local 3          |
| ❖ R+2 vol 49 local 2          | ❖ R+2 vol 50 dégagement 9        |                               |

D.2. Listes des matériaux et produits contenant de l'amiante

(1) : Score 1, Score 2, Score 3, EP, AC1, AC2 : Voir grilles d'évaluation de l'état de conservation

Localisation	Description du matériau	Conclusion	Etat de conservation <sup>(1)</sup>	Photo
Sous sol vol 2 chaufferie	Identifiant : M0001 Description : Conduit fibres-ciment	Sur jugement de l'opérateur	EP	
Sous sol vol 2 chaufferie	Identifiant : M0002 Description : Conduit fibres-ciment	Sur jugement de l'opérateur	EP	
Sous sol vol 2 chaufferie	Identifiant : M0003 Description : Conduit fibres-ciment	Sur jugement de l'opérateur	EP	
Sous sol vol 3 cave	Identifiant : M0004 Description : Conduit fibres-ciment	Sur jugement de l'opérateur	EP	
Sous sol vol 3 cave	Identifiant : M0005 Description : Conduit fibres-ciment	Sur jugement de l'opérateur	EP	



Localisation	Description du matériau	Conclusion	Etat de conservation <sup>(1)</sup>	Photo
Sous sol vol 2 chaufferie	Identifiant : M0006 Description : Calorifugeage	Sur jugement de l'opérateur	Score 1	



### D.3. Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Description du matériau
Néant	-



D.4. Listes des matériaux et produits reconnus visuellement ne contenant pas d'amiante

Localisation	Description du matériau
Néant	-

D.5. Listes des matériaux pour lesquels il n'a pas été possible de conclure à la présence ou absence d'amiante

Localisation	Description du matériau	Photo
Néant	-	



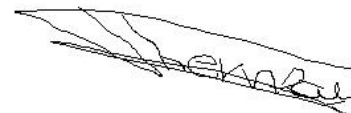
## D.6. Zones non visitées

Liste des locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Justification
RDC vol 16 sanitaire 1	Plenum en plafond	Sécurité insuffisante
R+1 vol 17 dégagement 3	-	Hauteur trop importante
RDC vol 53 ascenseur 1	Necessite un ascensoriste	Moyen d'accès insuffisant
R+1 vol 56 ascenseur 2	Necessite un ascensoriste	Moyen d'accès insuffisant
R+2 vol 55 ascenseur 3	Necessite un ascensoriste	Moyen d'accès insuffisant

Fait à **BOURGES**, le **10/11/2022**

Par : **THEVENEAU Yohann**



## E. Annexes au rapport

### Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012 :

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épandements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

### E.1. Consignes générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

#### 1. Informations générales

##### a) Dangers de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

##### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

#### 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du

1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

#### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

#### c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

#### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

#### e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

## E.2. Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Protection physique du calorifugeage	Etat de dégradation du calorifugeage	Protection physique du calorifugeage	Niveau d'exposition du calorifugeage aux circulations d'air (y compris selon situation plenum, faux plafond, etc...)	Niveau d'exposition du calorifugeage aux chocs et vibrations	Résultat d'évaluation
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>					1
	Calorifugeage en mauvais état <input type="checkbox"/>				3
		Protection physique non étanche (P) <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	1
				moyen <input type="checkbox"/>	1
				fort <input type="checkbox"/>	2
			moyen <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	1
				moyen <input type="checkbox"/>	1
				fort <input type="checkbox"/>	2
			fort <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	2
				moyen <input type="checkbox"/>	2
				fort <input type="checkbox"/>	2
		Pas de protection physique (NP) <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	2
				moyen <input type="checkbox"/>	2
				fort <input type="checkbox"/>	2
			moyen <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	2
				moyen <input type="checkbox"/>	2
				fort <input type="checkbox"/>	3
			fort <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	2
				moyen <input type="checkbox"/>	3
				fort <input type="checkbox"/>	3
		Protection physique non étanche (P) <input checked="" type="checkbox"/>	faible <input checked="" type="checkbox"/>	faible <input checked="" type="checkbox"/>	1
				moyen <input type="checkbox"/>	1
				fort <input type="checkbox"/>	2
			moyen <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	1
				moyen <input type="checkbox"/>	1
				fort <input type="checkbox"/>	2
			fort <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	2
				moyen <input type="checkbox"/>	2
				fort <input type="checkbox"/>	2
		Pas de protection physique (NP) <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	1
				moyen <input type="checkbox"/>	2
				fort <input type="checkbox"/>	2
			moyen <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	1
				moyen <input type="checkbox"/>	2
				fort <input type="checkbox"/>	2
			fort <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	2
				moyen <input type="checkbox"/>	3
				fort <input type="checkbox"/>	3
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Calorifugeage en bon état <input checked="" type="checkbox"/>				

**Matériau : Calorifugeage (M0006)**  
**Bâtiment / local ou zone homogène : Sous sol vol 2 chaufferie**  
**Résultat : Score 1 (Il faut faire réaliser une évaluation périodique.)**

### 1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
<p>1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou</p> <p>2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou</p> <p>3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.</p>	<p>1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou</p> <p>2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).</p>	<p>1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou</p> <p>2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.</p>

### 2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).</p>	<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).</p>	<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.</p>

### 3. Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

**Article R1334-27 :** En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

**Article R1334-28 :** Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

**Article R1334-29 :** Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

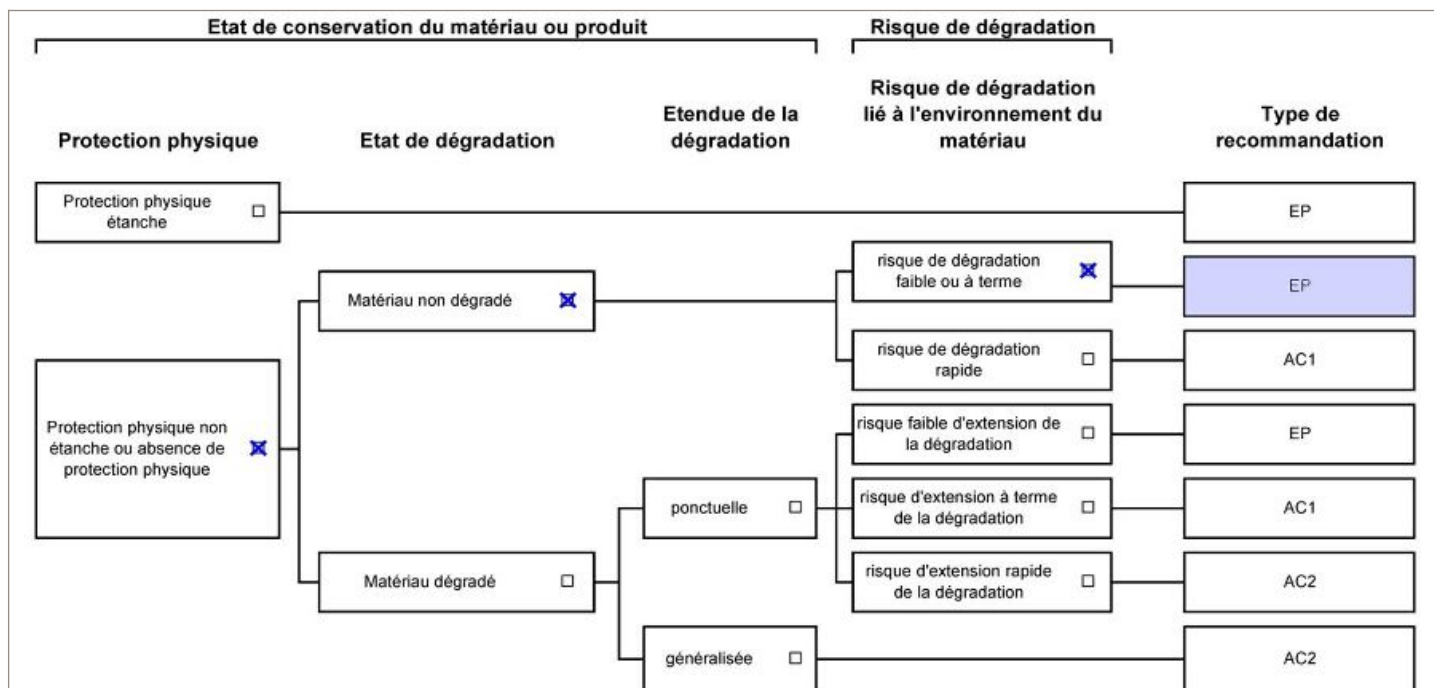
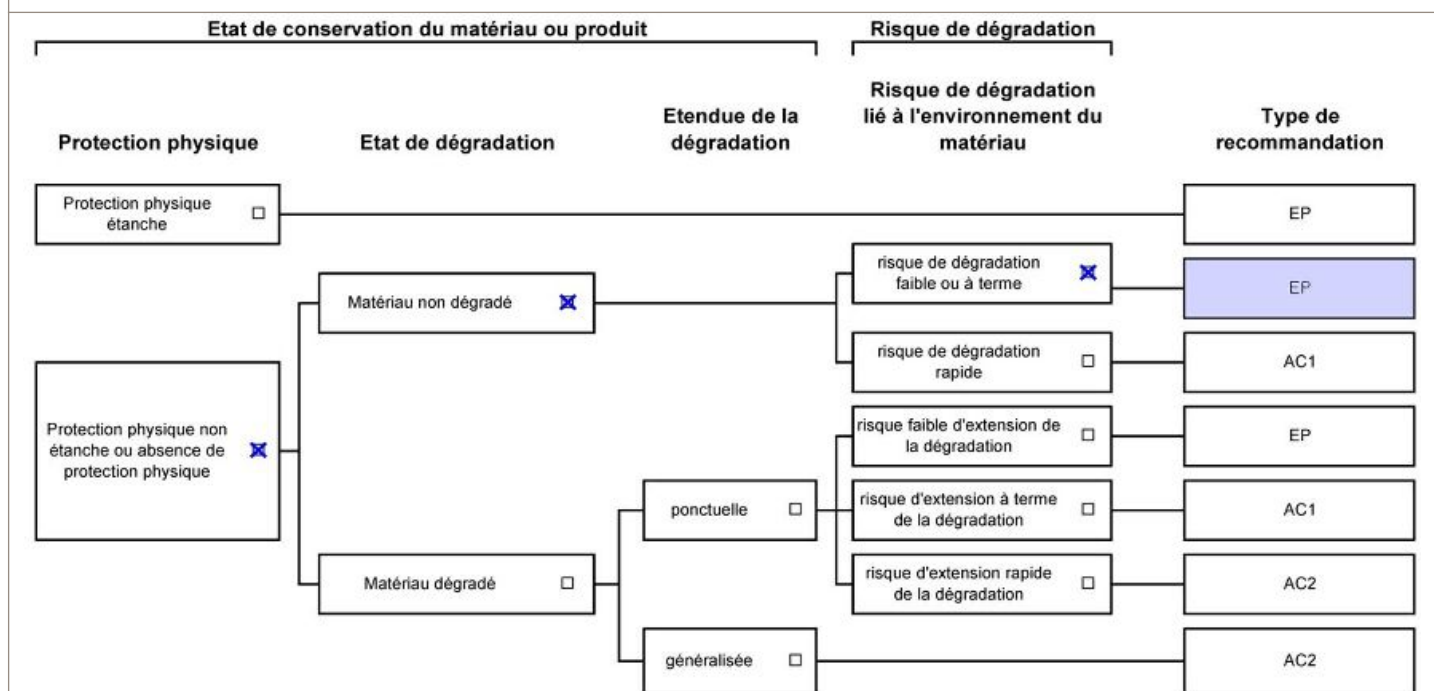
#### **Article R.1334-29-3 :**

**I)** A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

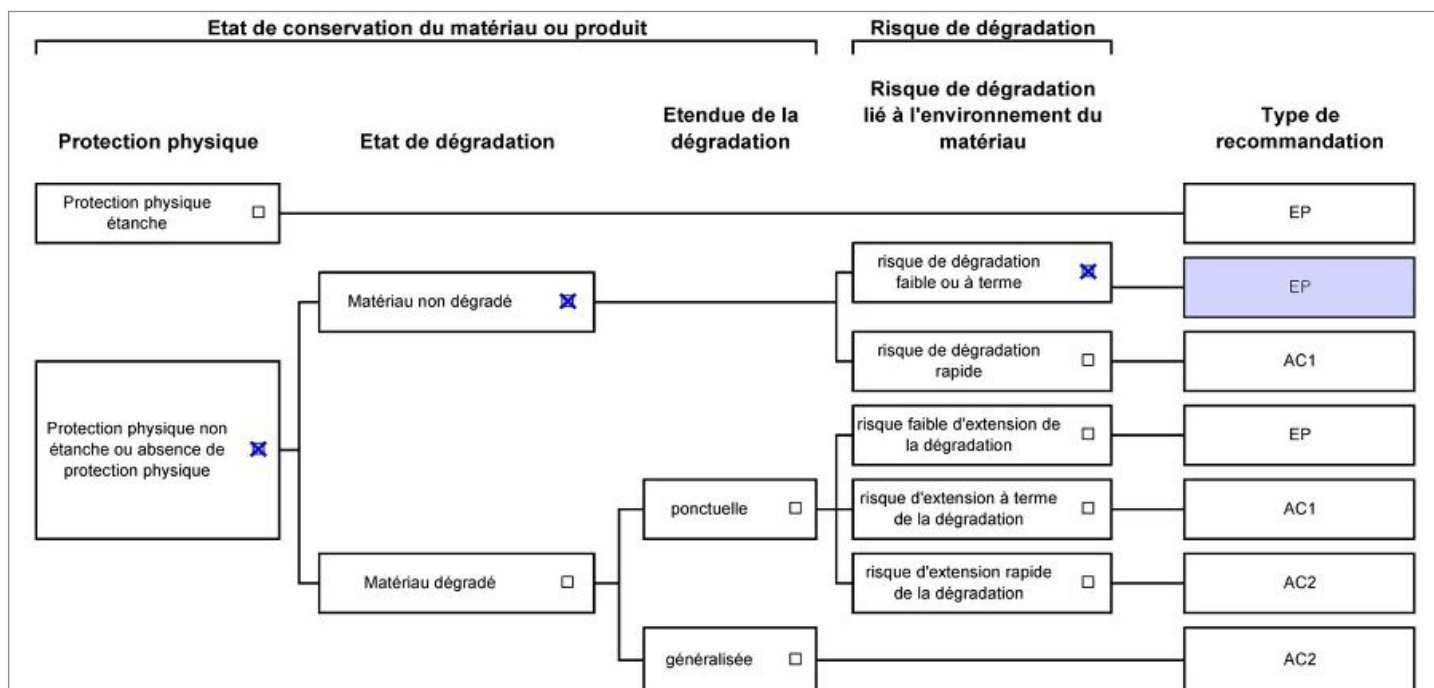
**II)** Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

**III)** Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

## E.3. Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

**Matériau : Conduit fibres-ciment (M0001)****Bâtiment / local ou zone homogène : Sous sol vol 2 chaufferie****Résultat : Score EP (Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.)****Matériau : Conduit fibres-ciment (M0002)****Bâtiment / local ou zone homogène : Sous sol vol 2 chaufferie****Résultat : Score EP (Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.)**

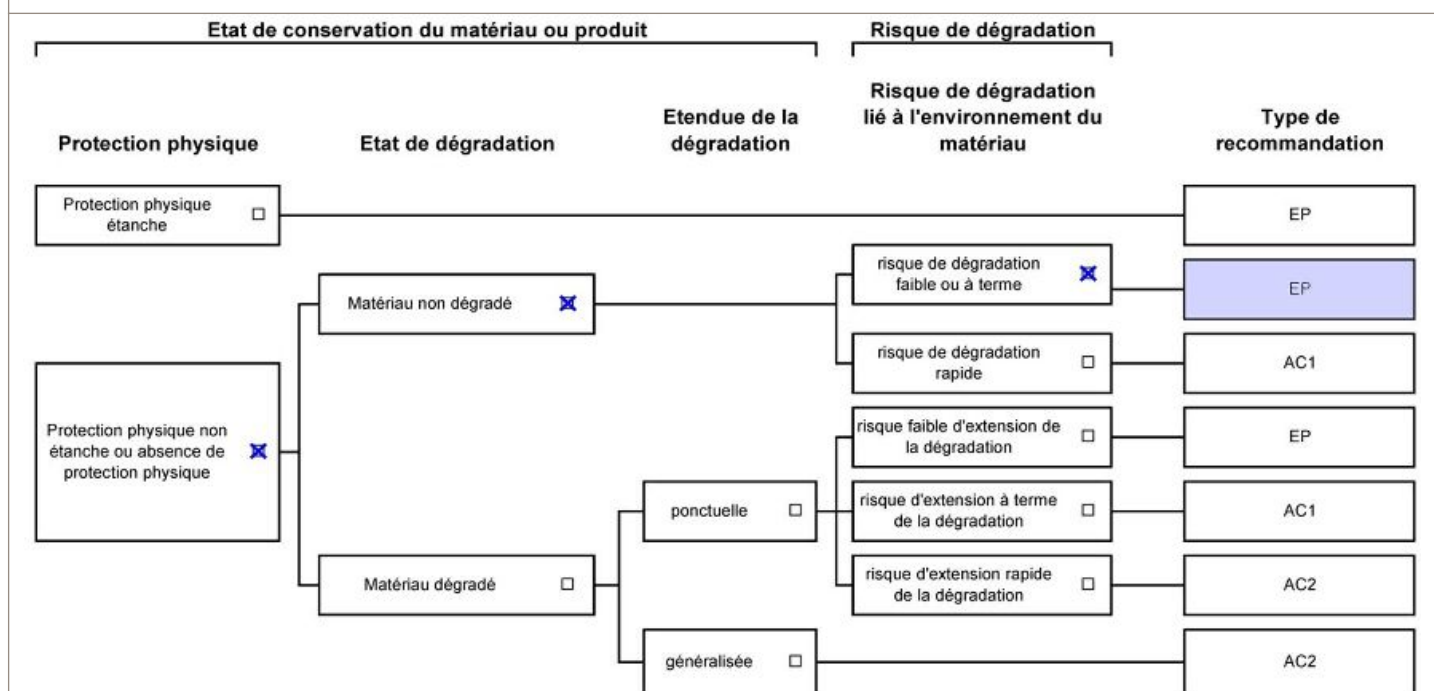




**Matériau : Conduit fibres-ciment (M0003)**

**Bâtiment / local ou zone homogène : Sous sol vol 2 chaufferie**

**Résultat : Score EP (Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.)**

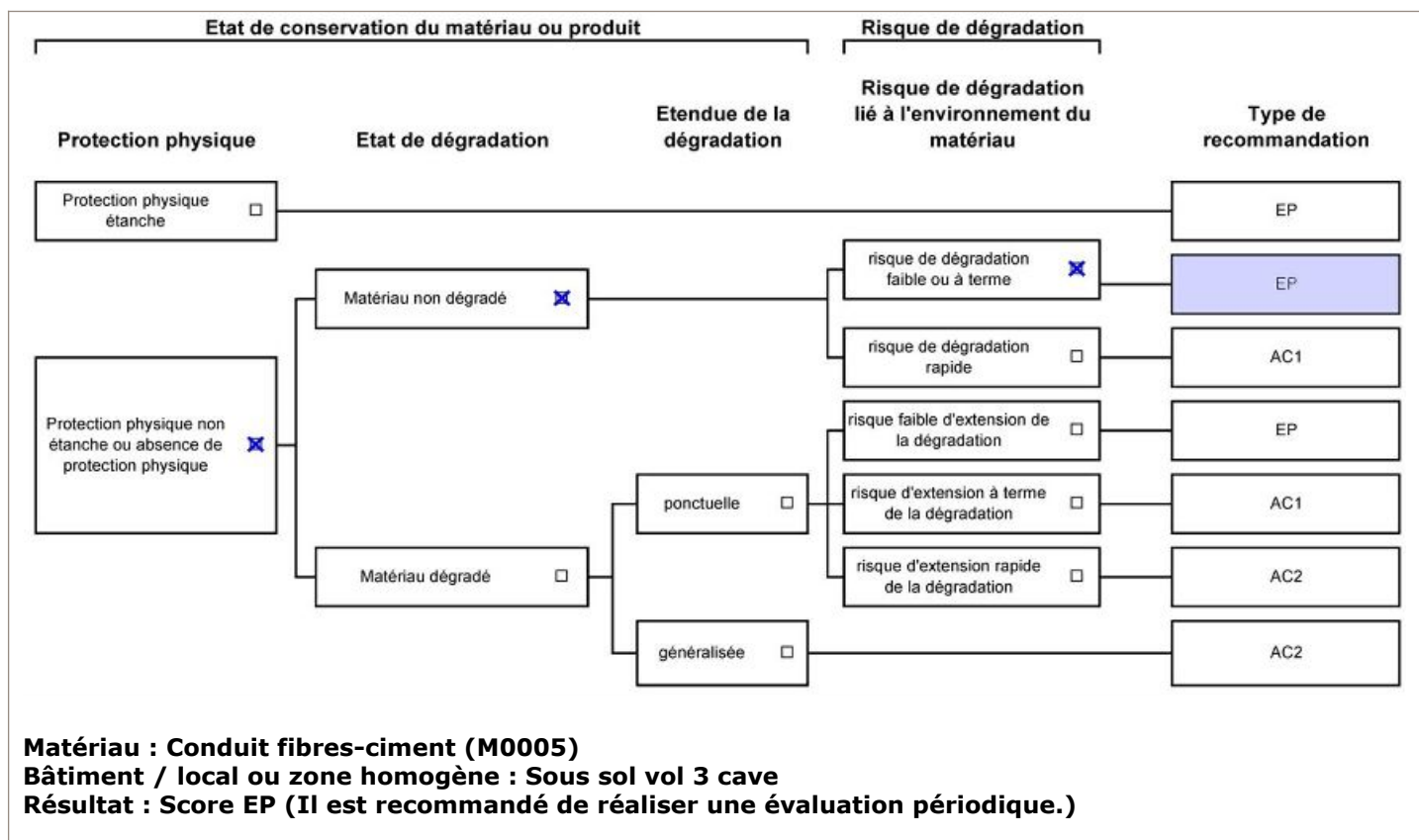


**Matériau : Conduit fibres-ciment (M0004)**

**Bâtiment / local ou zone homogène : Sous sol vol 3 cave**

**Résultat : Score EP (Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.)**





**1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.**

Faible	Moyen	Fort
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

**2. Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B**

- Réalisation d'une « évaluation périodique »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
  - Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
  - Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
- Réalisation d'une « action corrective de premier niveau »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
  - Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
  - Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
  - Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
  - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
- Réalisation d'une « action corrective de second niveau »**, qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
  - Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante.

Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

  - Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
  - Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
  - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

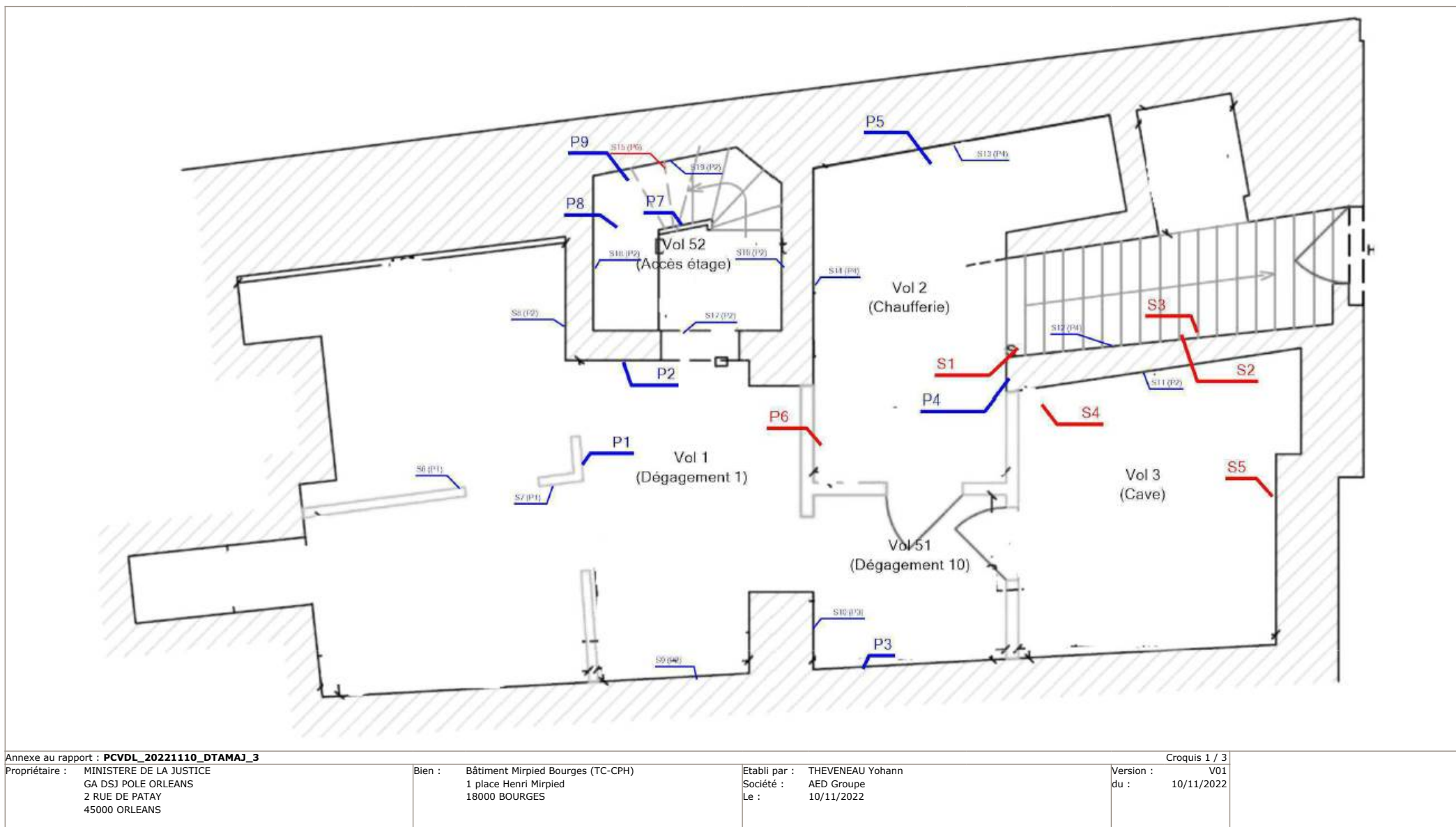
En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

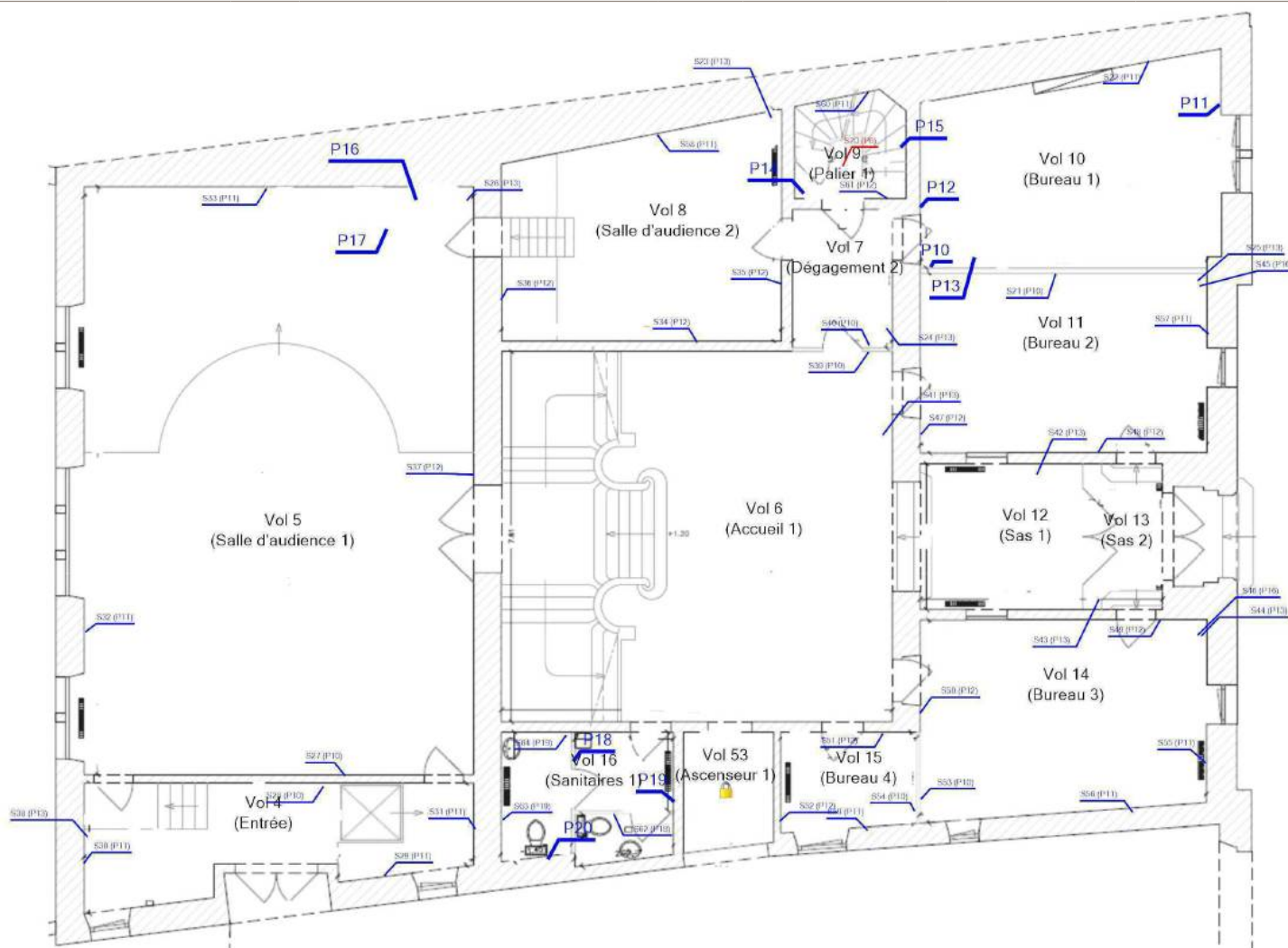


#### E.4. Fiche d'identification et de cotation des prélèvements

Identifiant du prélèvement	Description du matériau	Localisation du prélèvement	Photo
-	-	-	

## E.5. Planches de repérage





Annexe au rapport : PCVDL\_20221110\_DTAMAJ\_3

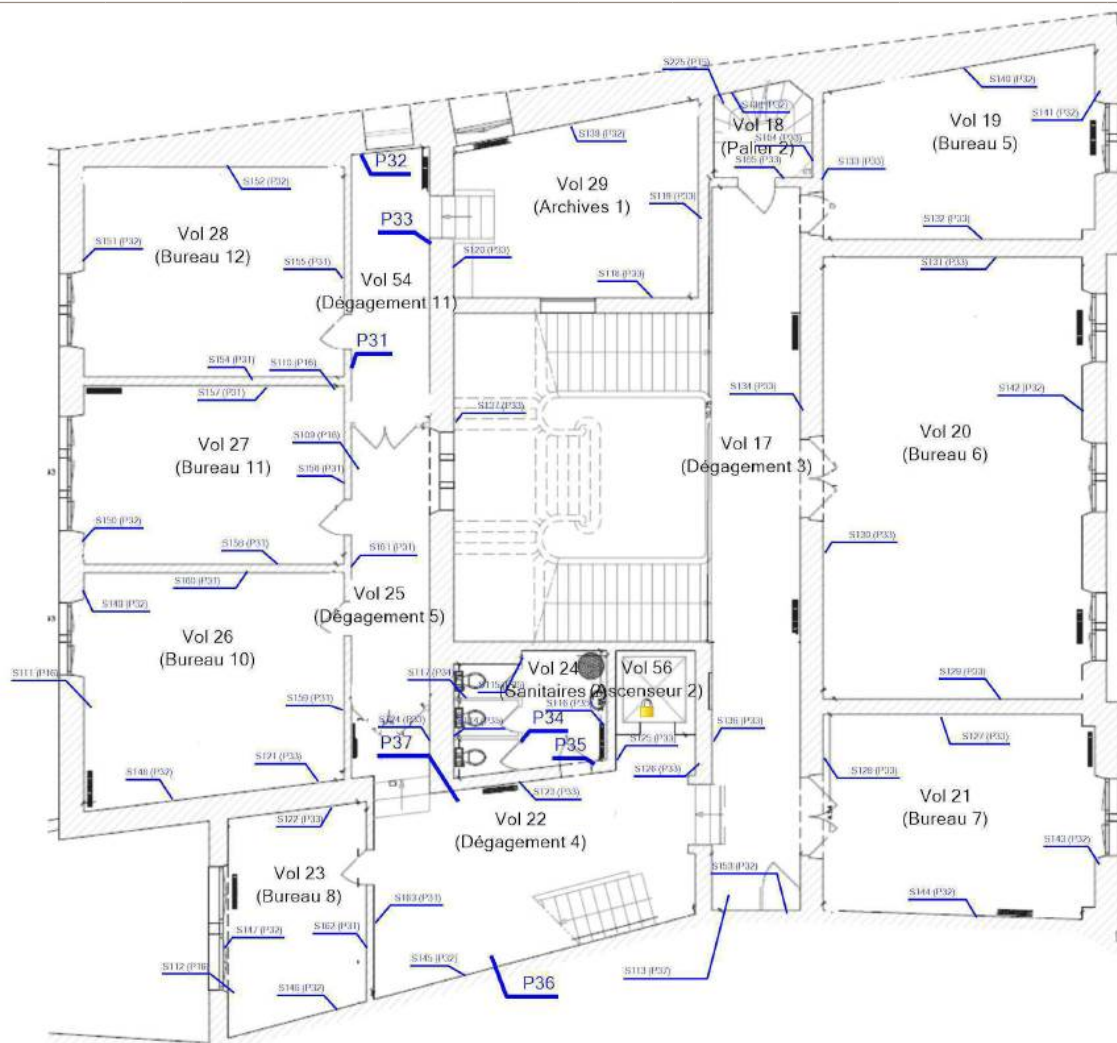
Propriétaire : MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
GA DSJ POLE ORLEANS  
2 RUE DE PATAY  
45000 ORLEANS

Bien : Bâtiment Mirpied Bourges (TC-CPH)  
1 place Henri Mirpied  
18000 BOURGES

Établi par : THEVENEAU Yann  
Société : AED Groupe  
Le : 10/11/2022

Croquis 2 / 3

Version : V01  
du : 10/11/2022



Annexe au rapport : **PCVDL\_20221110\_DTAMAJ\_3**

Propriétaire : MINISTRE DE LA JUSTICE  
GA DSJ POLE ORLEANS  
2 RUE DE PATAY  
45000 ORLEANS

Bien :	Bâtiment Mirpied Bourges (TC-CPH) 1 place Henri Mirpied 18000 BOURGES
--------	---

Etabli par :	THEVENEAU Yohann
Société :	AED Groupe
Le :	10/11/2022

Croquis 3 / 3

Version :	V01
du :	10/11/2022



**Certificat N° C3538**

**Monsieur Yohann THEVENEAU**

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 et / ou PR16 consultable sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

<b>Amiante avec mention</b>	<b>Certificat valable</b> Du <b>02/03/2022</b> au <b>01/03/2029</b>	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
<b>Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine</b>	<b>Certificat valable</b> Du <b>02/03/2022</b> au <b>01/03/2029</b>	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
<b>Etat des installations intérieures de gaz</b>	<b>Certificat valable</b> Du <b>02/03/2022</b> au <b>01/03/2029</b>	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
<b>Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments</b>	<b>Certificat valable</b> Du <b>31/03/2022</b> au <b>30/03/2029</b>	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
<b>Constat de risque d'exposition au plomb</b>	<b>Certificat valable</b> Du <b>31/03/2022</b> au <b>30/03/2029</b>	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
<b>Etat des installations intérieures d'électricité</b>	<b>Certificat valable</b> Du <b>31/03/2022</b> au <b>30/03/2029</b>	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

**Date d'établissement le vendredi 01 avril 2022**

**Marjorie ALBERT**  
**Directrice Administrative**

**Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.**  
**Pour une utilisation appropriée de ce certificat, la portée des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le site internet de LCC QUALIXPERT [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com).**

F09 Certification de compétence version N 010120

LCC 17, rue Borel - 81100 CASTRES

Tél. 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com)

sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

## Votre Assurance

► **IL PRÉSIDENTS**

## Assurance et Banque



### AGENT

DE LA CHAPELLE STONE STREET  
18 GALERIE MARCHANDE  
33370 TRESSÉS

Tél : 05 57 34 13 13

Fax : 05 57 34 06 62

Email : AGENCE.LCSTRESSES@AXA.FR

Portefeuille : 0033074244

SAS HOLDING AED GROUPE  
4 AVENUE GRAHAM BELL  
33700 MERIGNAC FR

### Vos références :

Contrat n° 7627751904

Client n° 3396859804

AXA France IARD, atteste que :

SAS HOLDING AED GROUPE  
4 AVENUE GRAHAM BELL  
33700 MERIGNAC

Ainsi que :

SARL AED EXPERTISES  
4 Avenue Graham Bell  
33700 MERIGNAC

SARL AED AMIANTE ET ENVIRONNEMENT  
226 Rue de l'Ecosais  
69400 LIMAS

SARL AED EXPERTISES CENTRE AUVERGNE  
77 Avenue de Gramont  
03200 VICHY

SARL AED EXPERTISES AQUITAINE  
4 Avenue Graham Bell  
33700 MERIGNAC

AED SERVICES  
4 Avenue Graham Bell  
33700 MERIGNAC

AED FIDELIS EXPERTISES  
4 Avenue Graham Bell  
33700 MERIGNAC

sont titulaires d'un contrat d'assurance N° 7627751904 ayant pris effet le 01/07/2017 et garantissant sa responsabilité civile et professionnelle.

Activités garanties

**CONSTATS ET DIAGNOSTICS IMMOBILIERS DANS LE CADRE DE LA CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE (DDT)**

**Etablissement des documents figurant dans la liste ci-après et exigés respectivement :**

### AXA Assurances IARD Mutuelle

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes contre l'incendie, les accidents et les risques divers  
Entreprise régie par le Code des assurances - 313, Terrasses de l'Archier - 92227 Nanterre Cedex  
Siren 775 099 309 - TVA intracommunautaire n° FR 775 099 309

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261 C 4 bis - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance France Assurances



1. **En cas de vente** d'un bien immobilier au titre de la constitution du dossier technique, visé aux 1° à 7° de l'article L 271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation
2. **En cas de location** de bâtiments à usage principal d'habitation et de livraison de bâtiments neufs au titre de la constitution du dossier de diagnostic technique (visé à l'article 3-3 de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée)
  - L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de **l'amiante** (prévu à l'article L 1334-13 du Code de la Santé Publique)
  - Le Constat de Risques d'Exposition **au plomb** (CREP) (prévu aux articles L 1334-5 et L 1334-6 du Code de la Santé Publique)
  - Le diagnostic de performance énergétique (**DPE**) (prévu à l'article L 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation)
  - L'état relatif à la présence de **termites** dans le bâtiment (prévu à l'article L 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation)
  - L'état de l'installation intérieure de **gaz** (prévu à l'article L 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation)
  - L'état de l'installation intérieure **d'électricité** (prévu à l'article L 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation)
  - L'état des risques et pollutions (**ERP**) (prévu à l'article L 125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article)
  - L'information sur la présence d'un risque de **mérule** (prévu à l'article L 133-9 du Code de la Construction et de l'habitation)

## AUTRES PRESTATIONS

- Mesurages **Loi Carrez et Loi Boutin**
- Diagnostics de conformité aux normes de surface et d'habitabilité – prêt à taux zéro (**PTZ**)
- Etats de conformité de la **sécurité des piscines**
- **Etats des lieux** Locatifs « Loi SCELLIER »
- Diagnostics **radon**
- Diagnostics relatifs à la présence **d'insectes xylophages** (autres que termites) et **champignons lignivores**
- Diagnostics réglementaires **d'accessibilité handicapés**
- Etat des installations **d'assainissement non collectif**
- Contrôle de raccordement au réseau **d'assainissement collectif**
- Rédaction des règlements de copropriété dont **l'état descriptif de division** (EDD)
- **Calcul des tantièmes**
- Contrôle de la sécurité de l'installation électrique
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition des bâtiments
- Diagnostic technique global (DTG)

## AXA Assurances IARD Mutuelle

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes contre l'incendie, les accidents et les risques divers.  
 Entreprise régie par le Code des assurances - 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex  
 Siren 775 699 309 - TVA intracommunautaire n° FR 92 775 699 309

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261 C 4 CG - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance France Assurances

## AUTRES DIAGNOSTICS

**Constats et diagnostics ci-avant réalisés en dehors de la constitution du dossier technique dont notamment :**

### **DIAGNOSTICS ET RECHERCHE D'AMIANTE, notamment :**

- Repérages prévus aux articles R 1134-20, R 1334-21, R 1334-22 du Code de la Santé Publique
  - Evaluations périodique de l'état de conservations des matériaux prévus à l'article R 1334-27 du Code la Santé Publique
  - Examens visuels prévus à l'article R 1334-29-3 du Code de la Santé Publique
  - Mesures d'empoussièrement prévues à l'article R 1134-25 du Code de la Santé Publique
  - Dossiers Amiante des Parties Privatives (DAPP) prévus à l'article R 1334-29-4 du Code de la Santé Publique
- Repérages avant travaux, notamment prévus aux :  
Décret n°2017-899 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations  
Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis

### **DIAGNOSTICS ET RECHERCHE DE PLOMB, notamment :**

Repérages plomb dans le cadre de travaux et/ou démolition

### **DIAGNOSTICS ET RECHERCHE DE PARASITAIRES, notamment :**

Etat parasites dans le cadre et/ou travaux ou de démolition

## Montant des garanties

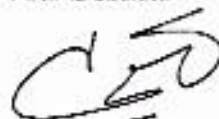
NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
<b>Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe 'autres garanties' ci-après)</b>	<b>10 000 000 €</b> par année d'assurance
<b>Dont :</b>	
<b>Dommages corporels</b>	<b>10 000 000 €</b> par année d'assurance
<b>Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus</b>	<b>2 000 000 €</b> par année d'assurance
<b>AUTRES GARANTIES</b>	
<b>Faute inexcusable</b> (dommages corporels) [Article 2.1 des conditions générales]	<b>2 000 000 €</b> par année d'assurance dont <b>1 000 000 €</b> par sinistre
<b>Atteinte accidentelle à l'environnement</b> (tous dommages confondus) [article 3.1 des conditions générales]	<b>885 000 €</b> par année d'assurance
<b>Responsabilité civile professionnelle</b> (tous dommages confondus)	<b>1 500 000 €</b> par année d'assurance
<b>Dommages immatériels non consécutifs autres que ceux visés par l'obligation d'assurance</b> [article 3.2 des conditions générales]	<b>500 000 €</b> par année d'assurance
<b>Dommages aux biens confiés</b> (selon extension aux conditions particulières)	<b>150 000 €</b> par sinistre
<b>Reconstitution de documents / médias confiés</b> (selon extension aux conditions particulières)	<b>35 000 €</b> par sinistre
<b>Défense</b> [Art 5 des conditions générales]	Inclus dans la garantie mise en jeu
<b>Recours</b> [Art 5 des conditions générales]	<b>25 000 €</b> par litige

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère

La présente attestation est valable pour la période du **01/07/2022** au **01/07/2023** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à TRESSÉES le 14 juin 2022

Pour la société :



### AXA Assurances IARD Mutuelle

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes contre l'incendie, les accidents et les risques divers

Entreprise régie par le Code des Assurances - 313, Terrasse de l'Esche - 92222 Nanterre Cedex

Siren 775 699 899 - TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 899

Opérations d'assurance exonérées de TVA - art. 261 C. G.R. - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance France Assurances